



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/44/439  
S/20770

3 août 1989

ORIGINAL : ANGLAIS/  
FR CAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-quatrième session  
Point 31 de l'ordre du jour provisoire\*  
LA SITUATION AU KAMPUCHEA

CONSEIL DE SECURITE  
Quarante-quatrième année

Lettre datée du 2 août 1989, adressée au Secrétaire général par le  
Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Kampuchea  
démocratique auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint pour votre information  
l'allocution de S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk du Cambodge, prononcée le  
30 juillet 1989, à la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et  
son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 31 de  
l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) IENG Kounsaky

\* A/44/150.

ANNEXE

Allocution prononcée le 30 juillet 1989 à la Conférence internationale de Paris, par le Chef de la Résistance nationale cambodgienne et Président du Kampuchea démocratique

Ce 30 juillet 1989 est, pour le peuple cambodgien qui a tant souffert depuis tant d'années, un jour historique, car il marque sans aucune doute le début du véritable processus de paix et de liberté pour lui et du retour du Cambodge à l'indépendance pleine et entière, dans son intégrité territoriale.

Au nom de tous les patriotes cambodgiens et cambodgiennes, j'exprime ma plus profonde, émue, respectueuse et éternelle gratitude à la France, à son Chef d'Etat (S.E. Monsieur le Président François Mitterrand), à son gouvernement (en particulier à Vous-même, Monsieur le Ministre d'Etat Roland Dumas) et à son grand Peuple (le Peuple français) pour l'affection agissante que Vous avez toujours accordée à notre pays (le Cambodge), pour la sincère compassion que Vous éprouvez à l'égard de notre peuple si infortuné et si malheureux depuis près de 20 ans déjà, pour l'hospitalité si généreuse, la protection, l'aide et le soutien multiformes dont bénéficient, ici en France, tant de mes compatriotes, et pour cette très importante Conférence Internationale de Paris sur le Cambodge, dont les résultats certainement positifs apporteront une contribution historique et décisive à la résolution du tragique "problème" dit "du Kampuchea" et, par conséquent, au sauvetage du Cambodge et du peuple cambodgien et à leur retour, hier encore improbable, à la liberté, à l'indépendance dans la paix, l'unité nationale et l'intégrité territoriale.

\*

\*

\*

Qu'il me soit permis de rendre également hommage et d'exprimer l'éternelle gratitude de tous les patriotes cambodgiens et cambodgiennes aux 122 Etats-membres de l'O.N.U. qui ont voté, à l'Assemblée Générale de cette dernière, en faveur des justes Résolutions sur le Kampuchea, à S.E. Monsieur Javier Pérez de Cuellar, Secrétaire Général des Nations Unies, à l'ASEAN et à tous les autres Pays, Etats, Gouvernements et Peuples épris

de justice, de paix et de liberté, sans le soutien actif et l'aide multi-forme desquels mon très malheureux Pays et son très infortuné peuple, perdraient toute chance de sauvegarder leur identité nationale et de recouvrer un jour leur souveraineté.

\*  
\*            \*  
\*

Monsieur le Président,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Il n'est pas dans mon intention d'engager, dans le cadre de cette Allocution, une polémique avec qui que ce soit.

Mais il est de mon devoir de présenter, respectueusement, à cette auguste assemblée, certaines réalités concernant le "problème" dit du "Kampuchea", réalités dont la méconnaissance risquerait d'amener certaines Délégations à formuler des propositions de solution "partielle" ou "globale" qui s'avéreraient inapplicables sur le terrain cambodgien.

Ces réalités sont les suivantes:

Premièrement, ce qu'on appelle le "problème du Kampuchea" ne comporte, en vérité, qu'un seul aspect, celui de l'agression (depuis 1978), l'occupation militaire, la colonisation, la vietnamisation du Cambodge, membre à part entière de l'O.N.U. depuis l'année 1955, par la R.S. du Vietnam.

Contrairement à ce que disent ou écrivent certains gouvernements, personnalités, journalistes, etc... dans le monde, il n'y a pas eu et il n'y a toujours pas de "guerre civile" au Cambodge.

La guerre au Cambodge n'existe et ne se poursuivra qu'entre le Vietnam agresseur et le Cambodge agressé.

Prétendre que, au Cambodge, il y a, à l'heure actuelle une "guerre civile" c'est comme si l'on affirmait que la guerre menée par les forces armées de la "France Libre", durant la seconde guerre mondiale, ne se battaient pas contre l'Allemagne Hitlérienne mais contre les "collabos" français qui agissaient, à Paris et ailleurs en France occupée, sous le contrôle permanent et, dans plusieurs cas, sous les ordres de l'armée, de la police et du gouvernement allemands nazis-hitlériens.

La RNC (Résistance Nationale Cambodgienne) ne s'est pas battue et ne se bat pas contre des ennemis cambodgiens. Elle limite son rôle à la lutte contre l'Etranger qui, depuis 1978, ne cesse d'occuper militairement et de coloniser notre pays, le Cambodge.

Par conséquent, ce qu'on appelle, à tort, le "problème du Kampuchea", est, en réalité, un problème R.S. du Vietnam - Kampuchea Démocratique.

\*  
\*            \*

/...

Deuxièmement, ce qu'on appelle, à l'heure actuelle, le "retrait de toutes les troupes vietnamiennes à la date du 26 septembre 1989" ne correspondra nullement, à cette date-là, au retrait réel de tous les Vietnamiens armés du territoire du Cambodge, car après le 26 septembre 1989, il restera encore au Cambodge un grand nombre d'officiers, sous-officiers, soldats et miliciens vietnamiens déguisés en officiers, sous-officiers, soldats et miliciens cambodgiens, et cela, sans mentionner 1 million de colons vietnamiens et vietnamiennes venus (du Vietnam) s'installer (illégalement) au Cambodge entre 1978 et 1989 et dont le rapatriement pacifique devra se réaliser, un jour non lointain, sous les auspices du Haut-Commissariat (onusien) aux réfugiés et du CICR (Comité International de la Croix Rouge).

Après le 26 septembre 1989, la RNC se verra obligée de continuer sa lutte de libération nationale et cela, tant que le colonialisme vietnamien sous ses divers aspects n'acceptera pas de s'en aller du Cambodge.

La RNC n'aime pas la guerre et encore moins le bellicisme, mais Elle ne saurait accepter, pour sa Patrie, une "pax vietnamica".

La RNC désire sincèrement établir des relations amicales avec la R.S. du Vietnam. Elle n'éprouve aucune haine à l'égard de cette dernière. Elle demande seulement au Vietnam de rendre au Cambodge son indépendance pleine et entière et son intégrité territoriale que la R.S.V. a injustement confisquées depuis 1978-1979.

Si la RSV rend au Cambodge son indépendance pleine et entière et son intégrité territoriale dans ses frontières terrestres et maritimes légales et internationalement reconnues jusqu'au 17 mars 1970, mon Gouvernement et moi-même nous engageons à ne pas réclamer le paiement des dommages de guerre à la RSV, et cela, en dépit des dommages incalculables qu'ont subis et que continuant à subir le Cambodge et le peuple cambodgien sous occupation vietnamienne communiste.

\*

\*

\*

Troisièmement, selon la RSV et un certain nombre de gouvernements (y compris ceux qui sympathisent avec les Résistants "non-communistes"), le "danger Pol Pot-Khmer Rouge" et la "prévention de son retour au pouvoir" constituent l'un des aspects "fondamentaux" du "problème" dit "du Kampuchea".

Permettez-moi de Vous rappeler que les Khmers Rouges Polpotiens ont torturé et assassiné, dans les années 1975 à 1978, 5 de mes enfants, 14 de mes petits-enfants et un nombre incalculable de Sihanoukistes-Royalistes khmers.

Il n'est pas question pour moi de me présenter devant Vous en avocat de la cause des Khmers Rouges.

Mais si la présente Conférence Internationale de Paris sur le Cambodge décide d'inclure dans le Processus de résolution du "problème" dit

"du Kampuchea" la question des violations (passées et présentes) des Droits de l'Homme par les Khmers Rouges, il faudrait alors qu'Elle soit assez équitable pour faire également le procès de l'Armée vietnamienne au Cambodge et du Régime de Monsieur HUN SEN dont AMNESTY INTERNATIONAL, London, dans ses "Annual Reports", signale en détails et avec des photos et dessins appropriés à l'appui les multiples violations des Droits de l'Homme à l'encontre de tant de citoyens et citoyennes khmers innocents:

La RNC et moi, par esprit de conciliation, ne Vous demandons pas de condamner l'Armée vietnamienne et le Régime de M. HUN SEN pour leurs très graves violations des Droits de l'Homme commises à l'encontre de tant de nos compatriotes innocents (sans mentionner un grand nombre de Résistants cambodgiens arrêtés, emprisonnés, torturés et liquidés sans autre forme de procès).

La question des violations des Droits de l'Homme au détriment du peuple cambodgien est extrêmement importante. Il faudra prendre des mesures appropriées, réalistes et efficaces destinées à stopper, autant que faire se pourra, ces inadmissibles violations.

Mais je dois attirer Votre haute attention sur la nécessité de ne pas perdre de vue, dans nos travaux communs, l'objectif essentiel de ces travaux: le départ du colonialisme vietnamien sous toutes ses formes du Cambodge.

Quant aux Khmers Rouges, ils ont eux-mêmes formulé, par écrit et très solennellement, des demandes très précises de prise de mesures par l'O.N.U., le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. et, plus particulièrement, par la présente Conférence Internationale de Paris, visant à les empêcher absolument d'essayer, si jamais ils en ont envie un jour, de reprendre seuls le pouvoir au Cambodge. Parmi ces mesures, je cite:

- a/ - par les soins d'un Mécanisme International de Contrôle (MIC) et d'une Force Internationale de Sauvegarde de la Paix (FISP), désarmement total (ou tout au moins réduction des effectifs à 10.000 hommes pour chacune) des 4 factions armées cambodgiennes; démantèlement des sanctuaires et caches d'armes des Khmers Rouges et autres factions cambodgiennes.
- b/ - Stationnement prolongé au Cambodge (5 ans au minimum) du MIC et de la FISP (IPKF en Anglais) pour surveiller, nuit et jour, et partout, les Khmers Rouges (et autres) dans le but de les empêcher de "bouger", c'est-à-dire de menacer la sécurité et la liberté de notre peuple, la paix de notre pays et l'existence, sur un pied d'égalité (égalité à tous les égards), de toutes les factions et de tous les partis cambodgiens.
- c/ - Exclusion définitive de Pol Pot, Nuon Chea, Ta Mok... des domaines politique, gouvernemental, administratif, militaire dans le nouveau Cambodge qui sera issu d'un règlement global du "problème du Kampuchea".

Renonciation au communisme et acceptation pour le Cambodge, d'un régime de démocratie libérale et du pluralisme politique à l'instar de la Vème République Française.

La PKD (Khmère rouge) s'engage solennellement, face au monde entier, à respecter totalement et toujours les résultats des élections générales libres et internationalement contrôlées à venir.

\*  
\*            \*  
\*            \*

Monsieur le Président,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, avant de finir cette Allocution, de redonner quelques précisions sur la position bien connue de la RNC en ce qui concerne, d'une part, sa conception d'une solution équitable à apporter au "problème" dit du "Kampuchea" et, d'autre part, la façon dont la Conférence Internationale de Paris sur le Cambodge devrait, dans un esprit d'équité et dans un but d'efficacité, mener ses travaux et prendre des décisions.

En ce qui concerne la conception de la RNC d'une solution équitable à apporter au "problème" dit "du Kampuchea", il importe, à mon humble avis, de tenir compte des faits suivants et d'en tirer ensuite les conséquences qui s'imposent:

Primo, le régime de MM. Héng Samrin et Hun Sen n'est pas né de la volonté ou d'un suffrage sérieux du peuple cambodgien. Il a été créé, en janvier 1979, et a été imposé depuis lors, par la force des armes, au Cambodge et à la nation cambodgienne par la R.S. du Vietnam.

La RNC dont je suis le Chef et le Kampuchea Démocratique, membre à part entière de l'O.N.U. depuis sa victoire totale sur la "République Khmère" de Lon Nol, le 17 avril 1975, ne sauraient s'effacer devant le régime illégal et pro-vietnamien de MM. Héng Samrin et Hun Sen pour se rallier, sous une forme ou sous une autre, à ce régime, dont la Constitution, en dépit de quelques amendements, reste inacceptable car illégale.

La RNC et le KD n'éprouvent aucune haine à l'égard de M. Hun Sen et de son groupe, car ils sont nos frères de sang.

Nous leur avons proposé de s'unir à nous dans un gouvernement d'union nationale quadripartite, nos 4 Partis devant, au sein de ce nouveau gouvernement, avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs et assumer ensemble toutes les responsabilités étatiques, gouvernementales, administratives et militaires.

Nous acceptons même de démanteler notre Kampuchea Démocratique, membre à part entière de l'O.N.U., à condition que soit simultanément démantelé l'illégal "Etat du Cambodge" alias "République Populaire du Kampuchea". Ensemble nos 4 Partis, au sein du Gouvernement d'Union Nationale du Cambodge (G.U.N.C.), pourront alors organiser des élections générales, sous le contrôle du MIC, permettant au peuple cambodgien, le véritable et seul maître de notre pays, d'exercer librement son droit à l'auto-détermination et son droit de doter le Cambodge d'un régime à sa convenance.

/...

**M. Hun Sen et son Parti rejettent nos propositions raisonnables.**

Pour notre part, nous devons faire connaître à cette auguste assemblée que nous ne pourrions jamais accepter les contre-propositions de M. Hun Sen, car les accepter équivaudrait à insulter le peuple cambodgien souverain tout en reconnaissant la "légitimité" du "fait accompli" vietnamien communiste au Cambodge.

Secundo, la RNC dont la délégation tripartite est ici présente n'acceptera pas une solution "partielle" du "problème" qui permettrait à la R.S. du Vietnam d'échapper, injustement et à trop bon compte, à ses très lourdes et très graves responsabilités face au Cambodge, sa victime, et de façonner un "nouveau Cambodge" qui resterait en fait un protectorat du Vietnam et une terre de peuplement pour les Vietnamiens à l'instar du Bas-Cambodge (Kampuchea Krom) devenu, depuis la seconde moitié du 19ème siècle, le Sud-Vietnam.

Donc, la R.S. du Vietnam, après le 26 septembre 1989, devra continuer à assumer toutes les responsabilités de la continuation de la guerre et des autres difficultés au Cambodge.

Seule une solution "globale", faisant disparaître totalement et irréversiblement du Cambodge les traces du colonialisme vietnamien, sera acceptée par mon gouvernement et la RNC.

Tertio, la RNC réclamera toujours pour le Cambodge une Force Internationale de Sauvegarde de la Paix (FISP-IPKP-International Peace Keeping Force en Anglais), en plus du MIC (Mécanisme International de Contrôle). En effet, sans un MIC-ONU assisté d'une FISP-ONU, il n'y aura au Cambodge ni indépendance, ni paix, ni stabilité, ni possibilité de reconstruction nationale ni liberté pour notre peuple dont les souffrances n'ont, hélas, pas de fin.

Quarto, certains pays dont les délégués sont présents dans cette auguste assemblée vont probablement demander que le siège du Cambodge à l'O.N.U. soit déclaré vacant à partir de la prochaine session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, prétendant que cela faciliterait la résolution du "problème" dit "du Kampuchea".

Mon Gouvernement (le GCKD) propose que le siège du Cambodge à l'O.N.U. soit attribué par les Nations Unies au Gouvernement d'Union Nationale du Cambodge (GUNC), gouvernement auquel devront participer les 4 Partis cambodgiens (le FUNCINPEC de Sihanouk, la PKD de M. Khieu Samphan, le FNLPK de M. Son Sann et le PRPK de M. Hun Sen), dès la mise sur pied de ce GUNC.

La formule du "siège vacant" à l'O.N.U., pour ce qui concerne le Cambodge, au lieu de faciliter la résolution du "problème" dit "du Kampuchea" ne ferait qu'aggraver davantage encore la situation du Cambodge et la rendre explosive, car elle exacerberait en mon pays l'antagonisme sanglant entre la Résistance et les "Collabos", susciterait une tragique intensification de la guerre khméro-vietnamienne, équivaudrait à légitimer le fait

accompli vietnamien au Cambodge et permettrait au processus de vietnamisation multiforme du Cambodge de se poursuivre sans aucun frein.

Quinto, bien sûr tout le monde, dans cette auguste assemblée, est d'accord pour que le Cambodge soit "neutre" et "non-aligné".

Etant le "Père" de l'Indépendance et de la neutralité cambodgiennes et l'un des Co-Fondateurs du Mouvement des pays non-alignés, je dois attirer la haute attention de toutes les personnalités et délégations ici présentes sur le fait que la "neutralité" pour le Cambodge n'aura aucun sens tant qu'il (Cambodge) n'aura pas recouvré, au préalable, son indépendance totale et son intégrité territoriale dans ses frontières terrestres et maritimes d'avant le 18 mars 1970 (date du Putsch de Lon Nol).

Quant au "non-alignement", il est évident que le Cambodge ne saurait être "non-aligné" de la même façon que le sont les faux "non-alignés" tels que la R.S. du Vietnam et d'autres pays "non-alignés" en "théorie" et très alignés en fait.

\*  
\*            \*

Monsieur le Président,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je suis certain que la présente Conférence internationale mènera ses travaux et prendra ses décisions dans un esprit d'équité à l'égard du Cambodge résistant et dans un but d'efficacité en ce qui concerne le processus de paix en mon pays-martyr.

A cet égard, permettez à la RNC de vous demander de bien vouloir considérer que seule la règle de "l'unanimité" (et non pas celle du "consensus") sera la bonne, pour ce qui concerne Vos décisions et résolutions se rapportant au "problème" dit "du Kampuchea" et engageant l'avenir de mon pays et de son peuple.

En outre, il conviendrait de baser nos travaux et vos décisions sur les justes Résolutions de l'O.N.U. sur le Kampuchea, résolutions votées l'année dernière à une écrasante majorité des membres de cette organisation mondiale (122 voix contre 19).

Il conviendrait enfin de donner à l'Autriche et au Sénégal un important rôle à jouer puisque l'Assemblée des Peuples du Monde qu'est l'O.N.U. a très clairement assigné à ces nobles Pays la tâche de s'occuper de la CIK (Conférence Internationale sur le Kampuchea).

\*  
\*            \*

/...

Monsieur le Président,  
Excellences, Mesdames, Messieurs,

Il me reste à remercier tous les participants à cette grande Conférence de leur noble acceptation d'aider à la résolution du "problème", ce qui témoigne de leur amitié à l'égard de la nation cambodgienne et de leur attachement à nos communs idéaux de paix, de liberté et de justice.

Grâce à S.E. Monsieur le Président François Mitterrand de la République Française et grâce à vous tous et toutes, je suis convaincu que notre Conférence remportera un notable succès dans ce sens que de grands progrès ne manqueront pas de se réaliser dans la voie vers la réhabilitation totale du Cambodge et de son peuple et vers la paix et la stabilité dans cette importante région du monde qu'est le Sud-Est Asiatique.

---